

M. McIntosh: Celle d'équipement électronique et de matériel connexe qui a été faite à d'autres pays de l'OTAN.

Le très hon. M. Trudeau: Je devrais m'en remettre au ministre de la Défense nationale, mais il existe un très grand nombre de secteurs de coopération dans le domaine militaire où il se fait des échanges de renseignements scientifiques et techniques d'importance pour nos deux pays.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE RAPPORT RELATIF AU CAS D'ARGENTIA

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Expansion économique régionale une question au sujet du groupe de travail à Argentia. Comme ce groupe ne s'est pas réuni depuis mai dernier, le ministre nous dirait-il s'il existe encore et si nous pouvons attendre un rapport?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je vais me renseigner, monsieur l'Orateur, et je ferai rapport au député.

* * *

L'AGRICULTURE

LES PRÊTS DE LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE—LA SAISIE DE GRAIN EN CAS DE NON-REMBOURSEMENT

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. La Société du crédit agricole aurait, paraît-il présenté des demandes appuyées de déclarations selon lesquelles la Société aurait le droit de saisir le grain à moins que les prêts en souffrance ne soient remboursés, et compte tenu du fait que les producteurs auraient offert de livrer le grain au bureau de la Société du crédit agricole, à Saskatoon le ministre peut-il nous dire s'il y a des locaux disponibles pour y entreposer le grain qui tiendrait lieu de remboursement des prêts en souffrance?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Il n'y a pas de saisie sur les prêts consentis en Saskatchewan—je m'en suis assuré il y a quelques jours,—à moins que les arriérés datent de plus de 4 ans. La Société du crédit agricole n'est pas en mesure d'accepter le grain. Elle a consenti des prêts en espèces et elle s'attend d'être remboursée en espèces.

M. Skoberg: Le ministre accepterait-il une lettre que j'ai dans mes dossiers et dans laquelle on dit tout le contraire de ce qu'il vient de nous dire?

L'hon. M. Olson: Je serais très curieux de la voir.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES MÉTHODES D'ÉTUDE DES DEMANDES DE PRESTATIONS

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Étant

donné le mécontentement persistant des groupements ouvriers et des travailleurs en général face à la lenteur de l'étude des demandes présentées à la Commission d'assurance-chômage, lenteur qui souvent crée des difficultés aux municipalités alors obligées d'effectuer des versements d'assistance sociale, le ministre s'engagerait-il à instaurer de nouvelles méthodes afin d'accélérer le versement des prestations d'assurance-chômage?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Même si nous traitons plus de 98 p. 100 des demandes dans le délai prévu, j'annoncerai d'ici une dizaine de jours des méthodes qui, je le crois, amélioreront la situation. Celles-ci seront mises en application vers la mi-janvier; elles permettront de verser les prestations au moins une semaine plus tôt que l'exige la loi.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

RÉPUBLIQUE EST-ALLEMANDE—LA QUESTION DE LA RECONNAISSANCE DIPLOMATIQUE

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement du Canada a-t-il engagé des négociations avec la République est-allemande en vue de la reconnaissance diplomatique de cet État?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES GRAINS

L'ÉTABLISSEMENT DE SERVICES D'INFORMATION AU ROYAUME-UNI ET AU SEIN DU MARCHÉ COMMUN

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre responsable de la Commission canadienne du blé. Comme la communauté économique européenne et le Royaume-Uni offrent le plus important marché au comptant de céréales importées au monde, le Canada a-t-il établi dans ces pays un service permanent d'information pour encourager la vente du grain canadien?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Nous avons déjà des services d'information sur les marchés un peu partout dans le monde. Il y a les commissariats du commerce qui font de l'excellent travail. La Commission canadienne du blé a elle-même des représentants permanents à Londres.

M. Murta: Le ministre pourrait-il me dire si l'on songe à établir prochainement, à titre permanent, des bureaux d'information et de publicité dans les pays que j'ai mentionnés?

L'hon. M. Lang: Comme j'ai dit qu'il en existait déjà, je ne sais pas quelle réponse je dois donner.